



## Ensemble dans l'action en janvier !

**Dans la région Nord/Pas-de-Calais, les politiques de fragilisation des services publics percutent de plein fouet une population marquée par de fortes inégalités sociales :**

- 20% de la population de moins de 65 ans y est en situation de pauvreté
- un habitant sur dix y vit dans un foyer dont le revenu annuel par individu est inférieur à 4.500€
- la moitié de la population du Nord/Pas-de-Calais vit dans un ménage au revenu annuel inférieur de 1.500€ par personne à celui mesuré en France (hors Ile de France).
- à l'opposé, un habitant sur dix réside dans une famille au revenu supérieur à 27.000€ par personne...

**Les services publics, qu'il s'agisse de ceux de l'Etat, des collectivités territoriales ou de la santé, doivent être développés afin de jouer un rôle de premier plan dans la réponse aux besoins des populations en matière d'accès à l'ensemble des services d'intérêt général, un rôle de premier plan en matière de lien social qui s'avère vital dans une région fragilisée, en particulier dans une conjoncture de crise du système capitaliste.**

Or, le Gouvernement continue à s'attaquer frontalement à la Fonction publique et aux services publics.

Le Président de la République revendique clairement cette politique qui a amené à supprimer plus de 100 000 emplois dans la fonction publique d'État depuis 2007.

Et ça continue: dans la région, c'est déjà plus de 650 suppressions de postes prévues pour la rentrée 2010 dans l'éducation, 72 dans les finances publiques. Et les annonces dans les autres secteurs ne vont pas tarder.

Cette politique est aggravée par les attaques contre le statut, l'individualisation des rémunérations et la mise en concurrence des agents, les effets de la Révision générale des politiques publiques (RGPP) et de la Réorganisation administrative territoriale de l'État (RATE) qui ont des conséquences néfastes sur les conditions de travail des personnels et sur la qualité du service public rendu à la population.

L'Éducation nationale, déjà mise à mal par une saignée sans précédent de ses effectifs, l'Enseignement Supérieur et la Recherche, sont frappés de plein fouet par des réformes plus régressives les unes que les autres.

L'hôpital public, asphyxié par une pénurie gravissime d'emplois et une recherche de rentabilité à tous crins, est en danger.

Le Gouvernement fait pression sur les collectivités territoriales pour qu'elles appliquent scrupuleusement le même dynamitage de la fonction publique. De plus, le projet de loi sur les collectivités territoriales constitue un recul démocratique important.

**Face à la politique destructrice du Gouvernement, les personnels organisent la résistance. Depuis des mois, les mobilisations se succèdent (agents territoriaux, hôpitaux publics, la Poste 18 mois de lutte, l'éducation, la culture, l'ONF, la DGCCRF, les finances publiques, l'équipement...) que nous soutenons totalement.**

Alors que, pour répondre aux exigences de la situation sociale, le rôle de la fonction publique et des services publics n'a jamais été aussi important, il est urgent notamment :

- de créer les emplois nécessaires et de donner les moyens aux services publics de répondre aux besoins croissants par un traitement égalitaire de la population et partout sur le territoire ;
- de revenir sur les suppressions prévues au budget 2010 et pourvoir aux remplacements des départs en retraite ;
- d'assurer le maintien et la progression du pouvoir d'achat de tous les personnels par l'augmentation du point d'indice de maintenir le système de retraite par répartition avec revalorisation des pensions
- de revenir sur toutes les réformes régressives ;
- d'abroger la loi dite de « mobilité » ;
- de prendre des mesures pour combattre la précarité;

Sur ces revendications, nous appelons à débattre et à agir dès la semaine du 11 janvier et nous appelons à des grèves et à manifester.

**Manifestation**  
**le 21 janvier 2010**  
**14 H 30 Porte de Paris à Lille.**

Nos organisations conçoivent cette période d'action comme s'inscrivant dans le processus nécessaire et inscrit dans la durée permettant la convergence des luttes les plus larges et les plus unitaires, avec l'ensemble de la population et des acteurs attachés aux services publics et à la Fonction publique, et l'aboutissement de nos revendications